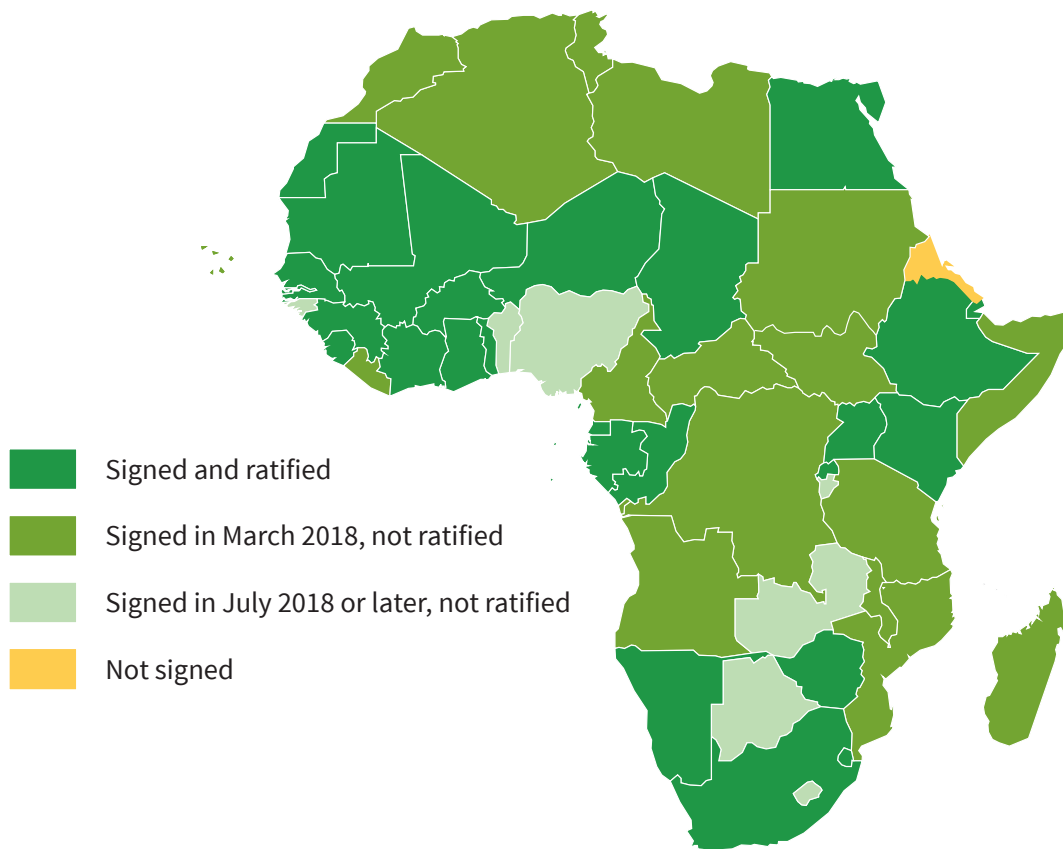




THE AFRICAN CONTINENTAL FREE TRADE AREA (AfCFTA)



Source: Wikipedia

African leaders have reached an important milestone in creating a united African market with the launch of the operational phase of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) on 7 July 2019 in Niamey, Niger. The 54-nation trade bloc will unite 1.3 billion people and create a USD 3.4 trillion economic bloc. It is the largest trade bloc to be created since the the World Trade Organization was founded in 1995. It is set to become the biggest integrated market worldwide uniting some 2.5 billion people by 2050. The idea was born in January 2012 during the 18th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union in Addis Ababa, Ethiopia. The AfCFTA agreement was signed on

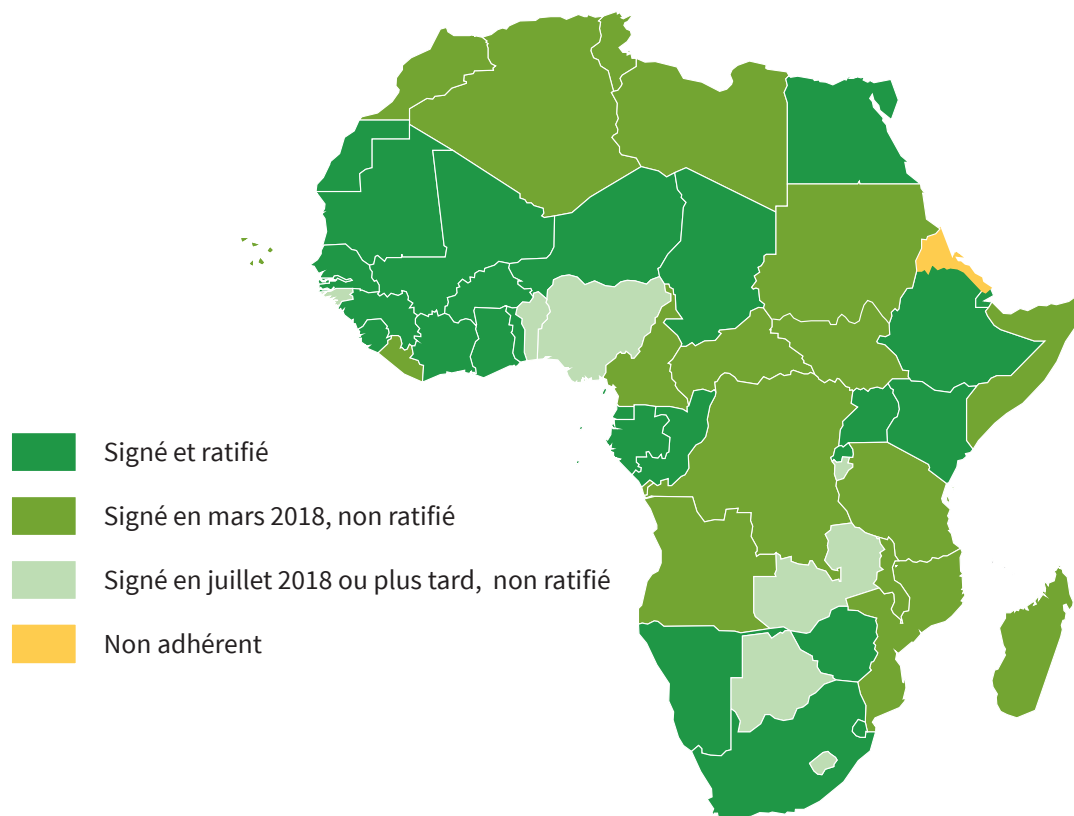
21 March 2018 at the 10th AU Extraordinary Summit in Kigali, Rwanda. It entered into force on 30 May 2019, one month after the agreement had been ratified by 22 countries. To date, every African country except Eritrea, has signed the agreement; 27 countries have ratified the AfCFTA instruments. Nigeria, Africa's most populous country and largest economy, along with Benin, became the latest African nations to sign on 7 July 2019. Nigeria's participation is critical for AfCFTA's success. African leaders would like to make the free-trade zone operational by July 2020, through five instruments: 1) the rules of origin, 2) the online negotiating forum, 3) the monitoring and elimination of non-tariff barriers, 4) a digital payment system, and

5) the African Trade Observatory. Ghana was chosen as host country of the AfCFTA permanent secretariat. By eliminating tariffs on intra-African trade, AfCFTA aims to boost regional trade by 15-25% in the medium term, and strengthen economic growth among African countries. African leaders also hope to gain more bargaining power on all global trade issues. However, African economies will still need to address a large number of operational challenges (i.e. infrastructure, border controls, corruption, trade liberalisation for sensitive commodities, trade in conflict-affected areas, etc.) in order to reap the short and long-term benefits of the newly created free trade area.

This map is without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area. We encourage the use of our maps. Please include the SWAC copyright, inform or contact us for specific requests: swac.contact@oecd.org



LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)



Source : Wikipedia

Les dirigeants africains ont franchi une étape majeure vers la création d'un marché unique africain avec le lancement de la phase opérationnelle de la nouvelle Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), le 7 juillet 2019, à Niamey, au Niger. Ce bloc commercial de 54 nations réunit 1.3 milliard de personnes et crée un bloc économique de 3.4 milliards de dollars US. C'est le plus grand bloc commercial créé depuis l'Organisation mondiale du commerce en 1995 et il a pour ambition de devenir le plus grand marché intégré au monde (2.5 milliards de personnes d'ici 2050). L'idée est née en janvier 2012 lors de la 18^e session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie. L'accord ZLECAF a été ensuite signé le 21 mars 2018

lors du 10^e sommet extraordinaire de l'UA à Kigali, au Rwanda. Il est entré en vigueur le 30 mai 2019, un mois après sa ratification par 22 pays. À ce jour, à l'exception de l'Érythrée, tous les pays africains ont signé ; parmi eux, 27 ont ratifié le traité. Le Nigéria qui est le pays le plus peuplé du continent et sa plus grande économie ainsi que le Bénin ont été les derniers à signer le 7 juillet 2019. La participation effective du Nigéria est essentielle à son succès. Les dirigeants africains visent désormais à opérationnaliser la zone d'ici juillet 2020, notamment à travers cinq instruments : 1) les règles d'origine ; 2) le portail en ligne pour les offres tarifaires ; 3) les notifications, le suivi et l'élimination des barrières non tarifaires ; 4) le système panafricain de paiement et de règlement numérique ; et 5) l'Observatoire

du commerce africain. Le Ghana a été choisi pour accueillir le secrétariat permanent de la ZLECAF. En éliminant les tarifs douaniers sur le commerce intra-africain, la ZLECAF vise à augmenter le commerce régional de 15 à 25 % à moyen terme et à renforcer la croissance économique des pays africains. Les dirigeants africains espèrent également voir augmenter leur pouvoir de négociation sur toutes les questions concernant le commerce mondial. Les économies africaines ont cependant toujours besoin de relever un grand nombre de défis opérationnels (i.e. infrastructures, contrôles des frontières, corruption, libéralisation du commerce pour les produits sensibles, commerce dans les zones de conflits, etc.) pour tirer profit à court et long terme de cette nouvelle zone de libre-échange.

Cette carte est sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Nous encourageons l'utilisation de nos cartes. Veuillez nous en informer et faire mention du copyright du CSAO. Pour des demandes spécifiques, contactez : swac.contact@oecd.org